Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 11 (2004)

Heft: 2

Artikel: Introduction : la transmission de l'histoire: quels moyens pour quelle fin? = Einleitung : Vermittlung von Geschichte: Mittel und Ziele

Autor: Herrmann, Irène / Römer, Jonas

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-26384

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

INTRODUCTION

LA TRANSMISSION DE L'HISTOIRE: QUELS MOYENS POUR QUELLE FIN?

Parler de «transmission de l'histoire» revient à utiliser une expression aux marges du pléonasme. L'histoire n'est-elle pas, en partie, sa propre diffusion? Le paradoxe tient surtout à la polysémie de la notion d'histoire. Dans le langage courant, cette dernière recouvre à la fois l'idée de passé, compris comme l'ensemble des expériences d'antan et la connaissance scientifique, sinon officielle, de ce même passé, lisible dans l'historiographie;[1] elle englobe aussi la mémoire collective ou les souvenirs personnels des faits marquants,[2] et elle s'étend jusqu'à la *story,* soit la relation plus ou moins fictive d'événements écoulés. Telles sont les formes de passé les plus courantes lorsqu'il s'agit d'examiner «comment on raconte l'histoire».

La question, on s'en doute, n'est pas nouvelle et préoccupe les spécialistes depuis la naissance de leur discipline. Savoir *pourquoi* on transmet l'histoire et *comment* cette opération s'effectue sont des interrogations autrement plus récentes. Pour l'essentiel, elles apparaissent sous les Lumières, quand l'enseignement de l'histoire se voit confier un rôle majeur dans la mission chère à Kant et aux esprits éclairés: «Faire sortir l'homme de sa minorité dont il est lui-même responsable.» Le manuel scolaire s'inscrit dans cette démarche et se présente ainsi comme un produit du 18e siècle. Depuis, le problème s'est posé à chaque génération. Qu'on s'en préoccupe aujourd'hui n'en est pas moins étonnant.

La société actuelle se dit dominée par le présent.[3] Depuis une dizaine d'années ne se décrète-t-elle pas en phase de fin de l'histoire? Et ce, alors même qu'elle semble précisément regorger d'histoire. Cette «profusion» historique se traduit par un essor quantitatif notable, lui-même favorisé par une diversification des modes de diffusion de l'histoire. Aux canaux déjà classiques que constituent les manuels scolaires, le discours politique ou la pratique muséale s'ajoute aujourd'hui une large palette de moyens de communication issus du développement des médias comme de l'élargissement notable du domaine artistique.

Parallèlement et en conséquence, l'histoire n'est pas seulement dite par des experts de la discipline. Cette opération est toujours plus le fait d'écrivains, de journalistes, de régisseurs, de professionnels du tourisme ou de loisirs, soit autant de personnes sachant mettre le passé en scène mais n'ayant qu'un rapport superficiel à la science historienne en tant que savoir normé. Or, ceux qui sont les détenteurs attitrés de cette connaissance académique ne se préoccupent guère de la propager, bornant la dissémination de leurs découvertes aux limites de leur fameuse tour d'ivoire, sans se soucier de leur popularisation et encore moins de leur vulgarisation.

Le fossé ainsi constaté entre professionnels et «amateurs du passé» ne date pas d'aujourd'hui. Mais il tend à s'approfondir et plaide pour le rétablissement d'une véritable communication. La chose n'est pas aisée. C'est du moins le constat qu'ont pu faire les responsables de ce numéro, souvent confrontés à des problèmes d'incompréhension laissant à penser que non-historiens et historiens ne parlent pas le même langage. Et même parmi ces derniers, majoritairement appelés à s'exprimer ici, on distingue de grandes difficultés à s'entendre. En un premier temps, il conviendrait donc d'élaborer une grammaire et un vocabulaire communs, soit autant d'éléments susceptibles de relancer la discussion et d'éviter que ne se poursuive un fâcheux dialogue de sourds.

Pour favoriser cet échange, il a paru nécessaire de soumettre la même grille de questionnement aux divers auteurs comme aux multiples modes de transmission sollicités:

- Comment transmet-on l'histoire de nos jours?
- Quelle est la parcelle de passé ainsi transmise et quelle est son rapport avec la narration que l'on aime appeler historique?
- Qui est le transmetteur privilégié de cette histoire?
- Comment la transmission même de l'histoire influence-t-elle la perception que l'on cultive du passé?
- Et enfin, pourquoi, soit pour quelles raisons et dans quels buts transmet-on l'histoire dans une société qui se veut essentiellement présente?

En tant que telles, les questions ainsi formulées sont extrêmement vastes. Pour tenter d'y apporter des réponses, il a été impératif d'opérer des choix qui permettent de saisir la complexité de l'ensemble, sans pourtant prétendre l'épuiser. La problématique ainsi formulée ayant été fortement inspirée par la réalité helvétique, il a semblé judicieux de se concentrer principalement sur l'étude du cas suisse. Cette décision semble d'autant plus justifiée que la Confédération présente un champ national largement déterminé par les disparités cantonales et linguistiques. A ce titre, il est susceptible de révéler une configuration de transmissions historiques dotée d'une unité intrinsèque et pourtant propice aux

comparaisons internes. Ainsi, les contributions de Charles Heimberg et de Roger Sablonier, comme l'analyse critique que Kurt Mesmer livre de la revue *Le cartable de Clio* dans la rubrique «débat», montrent les différences affectant l'enseignement de l'histoire de part et d'autre de la Sarine, tout en soulignant la convergence d'un savoir qui se dégage toujours plus de la tutelle politique.

A cette première mise en perspective, on a pensé en ajouter une deuxième, par élargissement du champ géographique. Plus que l'exploration des pays occidentaux avoisinants, dont la conjoncture, à cet égard, ne semble pas différer fondamentalement de celle qui s'observe en Suisse, on a sollicité l'investigation du problème dans des régions soumises à d'autres temporalités, telles que le sont des pays comme la Russie et la Bulgarie, récemment sorties du «carcan» communiste, ou tel que le Québec où, après la «révolution tranquille», les questions identitaires agitent encore la plupart des esprits.

Ces confrontations de type géo-historique se doublent de relativisations méthodologiques. Les moyens de diffusion ici appréhendés sont très variés. Et si l'on reprend l'examen des interfaces désormais bien connues que sont le politique, le culturel et l'instruction publique, c'est pour mieux souligner les défis auxquels les soumettent la globalisation et la concurrence de modes de transmission plus récents. Telle a, du moins, été la principale question posée à la médiatrice culturelle des musées d'art et d'histoire de Genève, Jeanne Pont, ainsi qu'au directeur du musée historique de Lucerne, Heinz Horat. Leur propre démarche, visant à transformer leur institution en lieu de rencontre entre gens et entre savoirs (historiques), est avant tout dictée par le poids croissant des diffuseurs contemporains. Et s'ils admettent devoir compter avec l'efficacité déjà bien connue du cinéma, ils notent aussi celle de médias moins *salonfähig*, mais peut-être d'autant plus percutants que sont devenus les feuilletons télévisés et la bande dessinée. Ces deux supports, encore peu explorés en histoire, ont attiré l'attention de Frédéric Demers et de Gerald Munier qui scrutent le rapport entre fiction, authenticité et conceptions actuelles du passé.

Sur cette pluralité délibérément voulue comme un aperçu de la multiplicité des canaux de transmission possibles se greffe enfin un dernier élément de diversification que constitue la posture même des auteurs sollicités. Plus, peut-être, que la nouveauté des moyens de diffusion mis en œuvre, c'est le renouveau du questionnement sur cette transmission qui a incité à recueillir les avis mêmes de ceux qu'il interrogeait le plus. Au côté d'articles rédigés par des historiens détachés de leur objet, on trouve une majorité de textes dus à des plumes impliquées dans les processus qu'elles décrivent. Qu'elles soient consacrées à l'enseignement de l'histoire, au message muséal, à la rédaction de manuels scolaires ou au rôle du personnel académique dans le développement des consciences, toutes ces pages sont autant de témoignages à la portée réflexive. ■

Elles adoptent alors volontiers un ton moins analytique ou descriptif que normatif, voire programmatique, et de fait, elles parlent autant des sujets traités que de la manière dont ces derniers sont envisagés.

Cette mise en abîme est sans doute inévitable quand des historiens entreprennent d'explorer une facette de leur propre discipline. Elle est ici revendiquée et s'articule sur un triple niveau, tant il est vrai qu'en dernière analyse, ce fascicule est le résultat d'un assemblage, composé par des historiens, d'opinions historiennes sur la pluralité actuelle de la transmission de l'histoire.

Tiraillées entre des perspectives, des objets et des espaces différents, les contributions de ce numéro donnent une image contrastée de la transmission de l'histoire. A cet égard, il semblerait même que la divergence la plus nette intervienne au niveau de la matière du discours historique et concerne ce qu'on estime digne d'être retenu du passé pour être rediffusé.

Dans les pays de l'Est de même qu'au Québec,[4] l'histoire transmise se conçoit surtout comme un savoir structurant. Mieux encore, il se présente souvent et, quel que soit ici le média utilisé à cette fin, comme une connaissance moins exacte qu'identificatoire. Dans la plupart des cas, il s'agit de livrer des données auxquelles le public puisse rattacher sa propre expérience et la rendre exceptionnelle, en une singularité que l'on constate étrangement moins glorieuse que souffrante. Le propos est alors essentiellement axé sur la (re)création d'une continuité temporelle et axiologique, propre à surmonter le traumatisme d'une parenthèse idéologique et/ou pseudo-coloniale, quitte à forger les prémisses d'une véritable (re)prise de conscience nationale.

Cette configuration apparaît dans le texte que Boriana Panayotova propose du récit scolaire bulgare et se révèle même avec un éclat particulier lorsque l'on compare ses analyses avec celles que Charles Heimberg développe sur la base de l'enseignement genevois. De fait, en Suisse, l'histoire se veut une connaissance neutre, peu soucieuse de consensus ou de pérennités et volontiers *patriotically uncorrect*. Cette tendance se lit comme un retour de balancier, un réajustement après les excès d'héroïsation historique qui, durant tout le 19e siècle et jusqu'aux années 1980, tendirent à exalter la Confédération comme le plus uni et le plus exceptionnel des pays. En se démarquant de la fonction nationalisante qu'on lui prêtait jusqu'alors, l'histoire se mue en savoir nivelant, contribuant à englober la Suisse dans un espace-temps plus vaste qui est celui du passé européen. Paradoxalement, elle continue ainsi à se parer d'un pouvoir identifiant, s'adaptant aux nouvelles frontières et épousant le pourtour du vieux continent – occidental, à tout le moins.

Au-delà de cette différence fondamentale, il convient de noter des convergences troublantes. Quel que soit le pays envisagé ou le moyen de diffusion analysé, on observe que ce qui est ainsi transmis n'est pas de l'histoire, au sens

de savoir érudit. L'histoire véhiculée dans la population s'apparente le plus souvent à ce que l'on pourrait appeler une «impression de passé», selon l'expression qu'inspira le discours politique russe scruté par Irène Herrmann, soit un mélange de *stories* et de mémoire(s) qui se jouent de l'exactitude historique et dont émergent un certain nombre de connaissances reliées entre elles par leur caractère ancien et intimement structurant.

Parallèlement, il ressort des cas de figure analysés que l'impression de passé ainsi distillée émane moins des professionnels du passé, soit des historiens, que de ceux qui s'inspirent de leurs travaux, avec une fidélité variable. Ce qui assure le succès d'une diffusion n'est pas le degré de précision et de «vérité» du récit mais le degré de réceptivité du public par rapport à une vérité donnée, en un mécanisme hautement dépendant de l'attractivité du médium choisi.

A l'extrême, tout se passe comme si la transmission de l'histoire obéissait à une logique effectivement tautologique voulant que l'histoire qui est diffusée (et entendue) n'est que celle qui peut être diffusée, en usant de moyens adéquats. Ainsi, c'est bien connu, la transmission de l'histoire ne relève pas d'un processus neutre faisant transiter des connaissances de celui qui sait (l'historien) vers celui qui ne sait pas encore. Mais elle serait bien plutôt le résultat d'une dynamique où celui qui sait ne peut diffuser que ce que le public veut savoir. Et dans ce cadre déjà rétréci, ce sont les modalités même de cette communication qui semblent déterminer ce qui sera finalement retenu du passé.

La «profusion» historique actuelle ne signifie pas une intensification subite de l'intérêt général pour le passé. Il s'agit d'une réponse à l'opacité du présent, à ses mutations fondamentales qui obligent à redéfinir les conceptions de soi, du monde et du temps. En d'autres termes, elle trahit un véritable changement de régime d'historicité[5] … entraînant lui-même une évolution sensible des modes de transmission de l'histoire.

Irène Herrmann et Jonas Römer

Notes

1 A cet égard, voir les définitions données par Jocelyn Létourneau et Bogumil Jewsiewicki (éd.), *L'histoire en partage. Usages et mises en discours du passé,* Paris 1996 ainsi que Reinhart Kosellek, *Geschichte, Geschichten und formale Zeitstrukturen* (1973), in Reinhart Koselleck (éd.), *Vergangene Zukunft. Zur Semantik geschichtlicher Zeiten,* Frankfurt a. M. 1989, 130–143.

2 Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli,* Paris 2000.

3 Sur le «présentisme», voir: François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps,* Paris 2003.

4 Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui,* Montréal 2000.
5 Sur le concept de régime d'historicité, François Hartog (voir note 3), 11–29.

EINLEITUNG

VERMITTLUNG VON GESCHICHTE: MITTEL UND ZIELE

Der Ausdruck «Geschichtsvermittlung» ist an sich pleonastisch, denn Geschichte ist immer auch ihre (eigene) Vermittlung. Das Paradox der Geschichtsvermittlung rührt von der Mehrdeutigkeit des Begriffs Geschichte her: Geschichte ist Vergangenheit, genauer: die Summe vergangener Ereignisse, die unwiederbringlich verloren sind, Geschichte ist die Kenntnis eines Teils dieser Vergangenheit, also Geschichtsschreibung und Geschichtserinnerung (was wiederum nicht dasselbe ist).[1] Geschichte ist aber auch Story, also mehr oder weniger fiktive Erzählung mit historischem Inhalt. Damit ist der Geschichtsbegriff nicht hinreichend definiert, doch wer über Vermittlung von Geschichte nachdenken will, wird nicht umhinkommen, die drei Ebenen, Vergangenheit, Historie und Story in seine Überlegungen mit einzubeziehen.[2]

Die Beschäftigung mit Geschichtsvermittlung ist alles andere als neu – es gibt sie, seit es Historikerinnen und Historiker gibt. Sie gehört gewissermassen zur ureigensten Beschäftigung der Geschichtsschreibung. Eine intensive Beschäftigung mit der Frage, *warum* und *wie* Geschichte vermittelt werden soll, ist jüngeren Datums und geht im Wesentlichen auf die Aufklärung zurück. Diese verstand Geschichtsvermittlung als zentralen Auftrag einer Gesellschaft, die aus dem Zustand selbstverschuldeter Unmündigkeit herausgeführt werden sollte (Kant). Das Geschichtslehrbuch, das als Konkretisierung des aufklärerischen Bildungsauftrags gesehen werden kann, ist somit ein Produkt des 18. Jahrhunderts. Die Frage einer nach Aufklärung strebenden Gesellschaft, wie Geschichte vermittelt werden soll, stellt sich jeder Generation neu. Warum aber gerade heute über Geschichtsvermittlung nachdenken?

Man hört immer wieder, die heutige Gesellschaft sei krankhaft gegenwartsbezogen.[3] Waren es nicht sogar gewisse Historiker, die vom Ende der Geschichte sprachen? Eine solche Auffassung steht in eigenartigem Gegensatz zum Eindruck, Geschichte habe heute Hochkonjunktur, die Gegenwart sei geradezu von Geschichte «besessen». Welche Einschätzung auf unsere Epoche zutrifft, ist schwer zu sagen. Sicher ist, dass sich der Geschichtsvermittlung im Informations- und Medienzeitalter ungeahnte Möglichkeiten eröffnet haben.

Das Klassenzimmer, das Geschichtsbuch oder das Museum sind längst nicht mehr die privilegierten Orte dieser Vermittlung. Mit grossem Erfolg wird Geschichte von Schriftstellern, Journalisten, Regisseuren, Museumsanimatoren, Computerspezialisten, Touristenführern und Freizeitmanagern vermittelt – von Leuten also, die sich in den seltensten Fällen mit Geschichte als Wissenschaft auseinander gesetzt haben, die aber umso mehr davon verstehen, Geschichte gekonnt «in Szene» zu setzen. Auf der anderen Seite haben wir akademisch gebildete Historikerinnen und Historiker, deren Resonanz auf den berühmten Elfenbeinturm beschränkt bleibt, weil sie zu wenig vom – nicht weniger anspruchsvollen – «Handwerk» der *Vermittlung* verstehen.
Der Graben zwischen Historikern auf der einen, «Vermittlungsprofis» auf der anderen Seite, ist nicht neu. Doch die technischen Möglichkeiten, mit denen geschichtliche Stoffe schon heute auf höchst wirksame Weise verbreitet werden können, haben diesen Graben eher noch vertieft, und es scheint heute nötiger denn je, dass Historikerinnen und Historiker sich die Frage nach dem Sinn, dem Zweck und den Mitteln der Geschichtsvermittlung neu stellen. Doch damit ist es nicht getan. Angezeigt ist überdies der Dialog mit den Geschichte vermittelnden Nichthistorikern. Will man allerdings nicht aneinander vorbeireden, muss zunächst eine gemeinsame Sprache gefunden werden. Dass eine Verständigung nämlich nicht auf Anhieb klappt, zeigte sich bereits bei der Realisierung des Hefts, für das vorgesehen war, neben Historikern auch anderen Vermittlern von Geschichte das Wort zu geben. Entgegen diesem Vorhaben ist nun ein Heft entstanden, in dem die Historiker beinahe unter sich sind. Es zeigte sich allerdings rasch, dass auch innerhalb der Historikerzunft die Ansichten zum Thema Vermittlung weit auseinander gehen. Im Sinne der Förderung des Dialogs und des Austauschs schien es uns deshalb nützlich, die angefragten Autoren – sie beschäftigten sich mit ganz unterschiedlichen Kanälen der Geschichtsvermittlung – mit einer Reihe von Fragen zu konfrontieren:

- Wie wird Geschichte heute vermittelt?
- Welche Bruchstücke der Vergangenheit (Inhalte) werden vorzugsweise vermittelt und welches ist der Bezug dieser Inhalte mit Erzählformen, die oft und gerne als «historisch» bezeichnet werden?
- Wer vermittelt heute Geschichte?
- Wie beeinflusst Geschichtsvermittlung das Geschichtsbewusstsein (und dieses wiederum unser Handeln)?
- Welches sind Gründe und Zielsetzungen der Vermittlung von Geschichte in einer auf die Gegenwart fixierten Gesellschaft?

Das Feld, das mit diesen Fragen eröffnet wird, ist weit und weder an nationale noch kulturelle Grenzen gebunden. Deshalb drängte es sich auf, die Problema-

tik auf Teilaspekte einzuschränken. Das Hauptgewicht auf die Schweiz zu legen, schien deshalb sinnvoll, weil die nationale Geschichtskultur der Schweiz sich durch ausgeprägte Regionalismen und eine sprachlich-kulturelle Segmentierung (Deutsch – Welsch) auszeichnet. Dies gilt auch für gewisse Formen der Geschichtsvermittlung. Schon für sich allein genommen stellt die Schweiz also einen ziemlich komplexen Untersuchungsgegenstand dar, ein Objekt, das zum Vergleich geradezu herausfordert. Charles Heimberg (Genf) und Roger Sablonier (Zürich) setzen sich auf der Ebene der Schule und der Hochschule mit den institutionalisierten Formen von Geschichtsvermittlung auseinander. Kurt Messmer (Luzern) thematisiert anhand einer kritischen Würdigung der vor drei Jahren in der Westschweiz gegründeten Zeitschrift *Le cartable de Clio* den Graben, der die Sprachregionen bezüglich Geschichtsdidaktik trennt (Rubrik Debatte). Diese Autorenbeiträge zur Schweiz werden ergänzt durch zwei Interviews mit zwei Museumskonservatoren.

Es gab aber ebenso gute Gründe dafür, den Blick über die nationalen Grenzen hinaus zu richten. Geschichte ist heute in der Schweiz nicht mehr das Politikum, das es in den 1970er- und 80er-Jahren noch war. Die von Roger Sablonier diagnostizierte «Entpolitisierung» der Geschichtsvermittlung ist eine Tendenz, die sich vermutlich auch in den Nachbarländern der Schweiz beobachten lässt. Umso dringlicher erschien deshalb der Blick auf Länder, in denen das Verhältnis zur Vergangenheit ungleich brisanter ist als in der politisch stabilen Schweiz. Länder wie Russland und Bulgarien, denen die Beiträge von Irène Herrmann und Boriana Panayotova gewidmet sind, mussten nach dem Zusammenbruch des kommunistischen Systems bekanntlich ihre nationale Identität neu erfinden. Doch nicht nur in den Ländern des ehemaligen Ostblocks, auch in der kanadischen Provinz Quebec sind nationale Identität und Vergangenheit bis heute ein hochemotionales Thema. Was dies in Bezug auf die Vermittlung von Quebecs Vergangenheit bedeutet, untersucht Frédéric Demers am Beispiel einer fiktionalen Fernsehserie mit nationalgeschichtlichem Inhalt, die in Quebec in den 1990er-Jahren Rekordeinschaltquoten erzielte.

Der länderübergreifende Vergleich der Geschichtsvermittlung ging Hand in Hand mit der Frage, über welche Medien geschichtliche Stoffe vermittelt werden. Wenn innerhalb der breiten Palette von Vermittlungskanälen vor allem die klassischen Institutionen der Geschichtsvermittlung – der Geschichtsunterricht und das historische Museum – zum Zug kommen, so um zu fragen, mit welchen Rezepten dort auf die Herausforderung neuer Formen der Vermittlung reagiert wird. Wir konfrontierten mit dieser Frage eine Genferin und einen Luzerner, die in den letzten Jahren neue Wege in der musealen Vermittlung von Geschichte gegangen sind: Jeanne Pont, Leiterin des Vermittlungsdiensts der historischen und kunsthistorischen Museen der Stadt Genf, und

Heinz Horat, den Direktor des Historischen Museums Luzern. Beide sind der Meinung, dass Museen heute nur bestehen können, wenn es ihnen gelingt, sie zu Orten der Begegnung zu machen, zu Orten aber auch, an denen Geschichte auf sinnliche Art und Weise vermittelt wird.

Dass geschichtliche Themen über den Kinofilm ein Millionenpublikum erreichen, ist mittlerweile bekannt. Weniger bekannt dürfte sein, welche Rolle Geschichte in Medien spielt, die bis vor kurzem als wenig «salonfähig» galten, wie etwa der Comic oder die Fernsehserie. Welche historischen Inhalte in diesen beiden Medien vermittelt werden, welche Rolle fiktionale Elemente und historische Authentizität spielen, aber auch wie die über das Fernsehen und den Comic vermittelten Stoffe unser Geschichtsbild beeinflussen, sind Fragen, denen Gerald Munier (Bielefeld) und Frédéric Demers in ihren Beiträgen nachgehen.

Neben dem nationalgeschichtlichen und dem medialen Aspekt der Geschichtsvermittlung wurde schliesslich noch eine dritte Zugangsebene mitberücksichtigt: die berufsspezifische Optik der beitragenden Autoren. Gemeint ist das Nachdenken über das eigene Verhältnis zur Vermittlung und über Sinn und Zweck geschichtlichen Wissens. Nicht allen Autoren gelang es, den für diesen reflexiven Akt nötigen Abstand zum eigenen Gegenstand oder Medium zu gewinnen. Die meisten Beiträge sind denn auch keine Analysen im engeren Sinn, sondern Zeugnisse aus der eigenen Vermittlungspraxis und ebenso prononcierte Stellungnahmen. Das vorliegende Heft ist denn auch der Versuch des bewussten Zusammenführens von Historikermeinungen über Möglichkeiten und Ziele der Geschichtsvermittlung zu Beginn des 21. Jahrhunderts.

Die Meinungen darüber, wie zeitgemässe Vermittlung von Geschichte aussehen soll, gehen besonders dort, wo es um die Frage geht, welche historischen Inhalte vermittelt (und erinnert) werden sollen, auseinander. In Osteuropa und auch in Französisch-Kanada wird Geschichte gerne als strukturierendes Wissen verstanden, das ein gesellschaftliches Orientierungsbedürfnis befriedigen soll.[4] Die identitätsstiftende Funktion vermittelter Geschichte kommt hier klar vor dem Kriterium der Wissenschaftlichkeit. Geschichtliches Wissen muss gesellschaftlich «anschlussfähig» sein, wie Boriana Panayotova am Beispiel der Neuschreibung bulgarischer Schulgeschichtsbücher zu zeigen versucht. In Bulgarien scheint unter Historikerinnen und Historikern ein Konsens darüber zu herrschen, dass vermittelte Geschichte auf den Erinnerungsbruchstücken und Erfahrungen des Publikums aufbauen soll. Die Anschlussfähigkeit historischen Wissens wird sogar als Bedingung für die Herstellung zeitlicher Kontinuität und für die Durchsetzung gemeinsamer Werte angesehen. Doch nicht nur in Bulgarien, auch in Russland und in Quebec wird der Geschichtsvermittlung die Aufgabe zugewiesen, der Gesellschaft über die nicht selten trauma-

tischen Brüche in der eigenen Vergangenheit hinwegzuhelfen. Dass der Geschichte damit eine Schlüsselrolle bei der Konstruktion *nationaler* Identität zukommt, versteht sich von selbst.

In deutlichem Kontrast zu dieser Auffassung steht der Beitrag von Charles Heimberg über den Geschichtsunterricht in der Westschweiz. Der Autor, seit Jahren in der Weiterbildung der Genfer Geschichtslehrerinnen und -lehrer tätig, plädiert für einen «forschenden Geschichtsunterricht». Darunter versteht er eine Vermittlung, die das Sensorium für den konstruierten Charakter geschichtlichen Wissens weckt und die Schülerinnen und Schüler zu kritischen Bürgerinnen und Bürgern erzieht. Auch wenn Geschichte im Unterricht einer anderen Logik gehorcht als an der Universität: Diese Form der Vermittlung orientiert sich letztlich stark an wissenschaftlichen Kriterien der Geschichte und verzichtet umso bereitwilliger darauf, einen nationalen Wertekonsens oder Identität zu stiften. Dass Geschichte im Gegenteil oft im eklatanten Widerspruch zu patriotischen Wertekanons steht, dass sie sich gerade in der Schweiz gerne *patriotically uncorrect* gibt, unterstreicht auch Roger Sablonier in seinem Beitrag über die so genannte Schweizergeschichte. Die Entwicklung kann als Backlash auf ein Geschichtsverständnis interpretiert werden, dem auch hierzulande bis weit ins 20. Jahrhundert hinein gehuldigt wurde: Dem Loblied auf den «historischen» Sonderfall Schweiz. Dies bedeutet allerdings nicht, dass Geschichte heute als neutrales Wissen daherkommt, das keine gesellschaftlichen Funktionen mehr zu erfüllen hat. Geschichte wird zwar gerne als «Wissen des Ausgleichs» oder als «Lebenswissen» (Sablonier) beschrieben, doch gerade der Beitrag Heimbergs zeigt, dass *eine* wichtige Funktion der Geschichtsvermittlung im Moment darin zu bestehen scheint, den Sonderfall Schweiz zu relativieren und das Land gegenüber Europa zu öffnen.

Neben diesen grundlegenden Unterschieden zwischen den untersuchten Ländern sind aber auch überraschende Übereinstimmungen zu erkennen: Geschichte, die auf breiter Ebene vermittelt und tradiert wird, hat mit akademischem Gelehrtenwissen eher wenig zu tun – auch in der Schweiz. Was Irène Herrmann am Beispiel des politischen Diskurses im Russland der 1990er-Jahre zu zeigen versucht, nämlich dass sich die Geschichtskenntnisse breiter Bevölkerungsschichten vorwiegend aus Geschichten (Storys) und persönlichen Reminiszenzen zusammensetzen, bei denen nicht historische Exaktheit im Vordergrund steht, sondern die Orientierungsfunktion im Alltag, kann man auch andernorts durchaus beobachten. Herrmann nennt diese Art von Geschichtswissen denn auch konsequenterweise «Eindrücke von Vergangenheit».

Die Beiträge lassen darauf schliessen, dass das, was in der Öffentlichkeit an «Eindrücken der Vergangenheit» zurückbleibt, weniger von den Vertretern der Geschichtswissenschaft bestimmt wird als von jenen Vermittlern, die sich von

den Ergebnissen der Geschichtswissenschaft zwar inspirieren lassen – das Prädikat «historisch» steht nach wie vor hoch im Kurs –, die bei der medialen Umsetzung jedoch unterschiedlich viel Freiheit walten lassen. Über die Wirkung dieser Umsetzung entscheidet denn auch nicht die Treue zur Historiografie, sondern die Empfänglichkeit des Publikums für die eine oder andere geschichtliche «Wahrheit» – und nicht zuletzt die Attraktivität des gewählten Mediums. Führt man diesen Gedanken zu Ende, so heisst dies, dass Geschichtsvermittlung ein tautologischer Prozess ist, da vermittelte Geschichte dann immer nur vermittelbare Geschichte wäre. Geschichtsvermittlung hätte dann wohl endgültig aufgehört, so etwas wie die Weitergabe eines objektivierten Wissens an Nichtwissende zu sein, sie müsste im Gegenteil als höchst komplexer Kommunikationsprozess verstanden werden, auf den die «Wissenden» wenig Einfluss haben. Als Historiker bliebe einem zu hoffen, dass dieser Einfluss möglicherweise unterschätzt wird, oder dass die Historiker zumindest jenen Einfluss geltend machen, der ihnen bleibt.

Die gegenwärtige Überflutung mit «Geschichte» ist jedenfalls nicht mit einem gestiegenen Interesse der Öffentlichkeit an Vergangenem gleichzusetzen. Ihre Allgegenwärtigkeit ist eher als Reaktion auf die Undurchsichtigkeit der Gegenwart zu verstehen – ein Zustand der uns offenbar dazu zwingt, unser Selbstverständnis, unser Weltverständnis, vor allem aber unser Verhältnis zu Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft permanent zu hinterfragen. Insofern ist Geschichtsüberflutung Ausdruck eines tatsächlich stattfindenden Wandels – eines Wandels, den François Hartog «changement de régime d'historicité» nennt.[5] Gemeint ist das sich ändernde Verhältnis der Gesellschaft zur Vergangenheit, die immer auch eine Veränderung ihrer Vermittlung bedeutet.

Irène Herrmann und Jonas Römer

Anmerkungen

1 Reinhard Kosellek, «Geschichte, Geschichten und formale Zeitstrukturen (1973)», in Reinhart Kosellek, *Vergangene Zukunft. Zur Semantik geschichtlicher Zeiten,* Frankfurt a. M. 1989, 130–143, hier 130. Vgl. die entsprechenden Definitionen von Jocelyn Létourneau und Bogumil Jewsiewicki (Hg.), *L'histoire en partage. Usages et mises en discours du passé,* Paris 1996.

2 Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli,* Paris 2000.

3 Zum Phänomen des «Präsentismus» siehe François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps,* Paris 2003.

4 Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui,* Montréal 2000.

5 Zum Begriff siehe François Hartog, «Ordres du temps, régimes d'historicité», in Hartog (wie Anm. 3), 11–29, hier 18 f.